

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1245

[2012/202384]

19 AVRIL 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe (planches 3/45, 4/45, 6/45, 7/45, 11/45, 12/45, 16/45, 20/45, 21/45, 29/45, 30/45, 31/45, 35/45, 36/45, 40/45, 41/45, 44/45)

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment l'article 43, §§ 2 et 3, organisant l'enquête publique;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 2 décembre 2005;

Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique

Vu la nécessité de procéder à la modification des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique en confiant cette mission à la S.P.G.E.;

Vu l'approbation par le Gouvernement wallon de l'avant-projet de modification du PASH de l'Ourthe en date du 7 juillet 2011 et portant plus particulièrement sur :

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la place du Wez à Comblain-la-Tour dans la commune d'Hamoir (modification n° 10.01);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour l'extrémité nord de la rue Fecher à Villers-aux-Tours dans la commune d'Anthisnes (modification n° 10.03);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Mont dans la commune de Comblain-au-Pont (modification n° 10.04);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Rivage dans la commune de Sprimont (modification n° 10.05);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour l'extrémité de la rue des Moges dans la commune de Neupré (modification n° 10.06);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la route de Bomal à Barvaux dans la commune de Durbuy (modification n° 10.07);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la route de la Libération dans la commune d'Hotton (modification n° 10.08);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Ny dans la commune d'Hotton (modification n° 10.09);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de loisir à Villez dans la commune de La Roche-en-Ardenne (modification n° 10.10);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la partie sud de la zone d'activité économique d'Aye dans la commune de Marche-en-Famenne (modification n° 10.11);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Wideumont-Station dans la commune de Libramont-Chevigny (modification n° 10.12);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Comblain-Fairon dans la commune d'Hamoir (modification n° 10.13);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de Hody dans la commune de Ouffet (modification n° 10.14);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de Sotrez dans la commune de Nandrin (modification n° 10.15);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le centre du village, les rues adjacentes et le lotissement du Bois de la Croix Claire dans la commune de Nandrin (modification n° 10.16);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Limont dans la commune d'Anthisnes (modification n° 10.17);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone « Sur les Trixhes » dans la commune de Neupré (modification n° 10.18);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le Ry Martin et la Grande Route dans la commune d'Esneux (modification n° 10.19);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour l'agglomération de Bérismenil dans la commune de La Roche-en-Ardenne (modification n° 10.20);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour l'agglomération de Nisramont dans la commune de La Roche-en-Ardenne (modification n° 10.21);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le quartier d'Hampteau dans la commune d'Hotton (modification n° 10.22);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone « Plein de Hoslet » dans la commune de Durbuy (modification n° 10.23);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Melreux dans la commune d'Hotton (modification n° 10.24);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Jenneret dans la commune de Durbuy (modification n° 10.25);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour les villages d'Amberloup-Tonny-Fontenal dans la commune de Sainte-Ode (modification n° 10.26);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Gérumont-Tillet dans la commune de Sainte-Ode (modification n° 10.27);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Béthomont dans la commune de Bertogne (modification n° 10.28);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Lavacherie dans la commune de Sainte-Ode (modification n° 10.29);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village d'Erneuville dans la commune de Tenneville (modification n° 10.30);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue du Village à Villers-aux-Tours dans la commune d'Anthisnes (modification n° 10.31);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le lieu-dit Petite Strument dans la commune de La Roche-en-Ardenne (modification n° 10.32);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le périmètre de « Renvai » dans la commune de Bastogne (modification n° 10.33);
- l'inscription en régime d'assainissement autonome de la nouvelle zone d'activités économiques « Les Cheras » mise en œuvre dans la commune d'Houffalize (modification n° 10.34);

Considérant que le Gouvernement a décidé d'accorder l'exemption simultanément à l'approbation de l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe, qu'il a mentionné les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement dans son arrêté du 7 juillet 2011 publié au *Moniteur belge* du 29 juillet 2011;

Considérant que le Gouvernement a chargé la S.P.G.E. de soumettre cet avant-projet de modification du PASH de l'Ourthe à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré, des titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et des Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu la demande d'avis envoyée le 30 novembre 2011 par la S.P.G.E. aux communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré, aux titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et aux Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu l'enquête publique organisée sur le territoire des communes concernées;

Considérant que, conformément à l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les nonante jours de la demande de la S.P.G.E.; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu les avis favorables de l'ensemble des instances consultées pour les modifications du PASH numérotées 10.03 / 10.06 / 10.07 / 10.08 / 10.09 / 10.10 / 10.11 / 10.18 / 10.23 / 10.24 / 10.25 / 10.28 / 10.32 / 10.33 / 10.34;

Considérant dès lors que les modifications susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de l'Ourthe sont maintenues;

Vu les avis favorables sous conditions d'une des instances consultées pour les modifications du PASH numérotées 10.01 / 10.05 / 10.12 / 10.13 / 10.14 / 10.15 / 10.19 / 10.20 / 10.21 / 10.22 / 10.26 / 10.27 / 10.29 / 10.30 / 10.31; que les autres instances ont remis un avis favorable;

Considérant que les conditions susvisées portent sur la mise en œuvre du schéma d'assainissement, d'un traitement approprié éventuel et de la nécessité de réaliser une étude d'incidences pour de nouvelles installations d'assainissement, que ces conditions ne font pas l'objet de la modification du PASH proprement dite, que dès lors les modifications susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de l'Ourthe sont maintenues;

Vu l'avis réservé de la part des autorités communales concernées pour les modifications du PASH numérotées 10.14 (commune de Ouffet) et 10.22 (commune d'Hamoir); que les autres instances ont remis un avis favorable;

Considérant que les ajustements suggérés par les autorités communales ne sont toutefois pas pris en compte comme justifié dans l'analyse détaillée au chapitre 4 du rapport visé à l'annexe I^{re}; que dès lors les modifications susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de l'Ourthe sont maintenues;

Vu l'avis défavorable de la part de la commune de Nandrin concernant la modification du PASH numérotée 10.16 relative au village de Nandrin; que les autres instances ont remis un avis favorable;

Considérant que le retrait de la modification susvisée n'est pas pris en compte comme justifié au chapitre 4 du rapport visé à l'annexe I^{re}; que dès lors la modification 10.16 telle que présentée dans l'avant-projet de modification du PASH de l'Ourthe est maintenue;

Vu l'avis sous conditions de la part des autorités communales concernées pour les modifications du PASH numérotées 10.04 (commune de Comblain-au-Pont) et 10.17 (commune d'Anthisnes); que les autres instances ont remis un avis favorable;

Considérant que les conditions émises par les autorités communales sont pertinentes, que dès lors les modifications du PASH susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de l'Ourthe sont ajustées;

Considérant que la demande de modification du PASH 10.04 sur le territoire communal de Comblain-au-Pont est retirée, que la partie de la rue du village est maintenue en régime d'assainissement collectif comme le prévoit le PASH actuel, que la commune réalisera, sur fonds propres, un petit tronçon de canalisation qui reprendra les eaux usées des habitations concernées pour les envoyer gravitairement vers le réseau existant au centre du village;

Considérant que le périmètre soumis au régime d'assainissement collectif pour la modification 10.17 sur le territoire communal d'Anthisnes est réduit à l'hyper-centre du village de Limont conformément aux conclusions de l'étude de zone, que cet ajustement engendre une diminution de 170 mètres d'égout gravitaire à réaliser;

Vu le rapport relatif au projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe, visé à l'annexe I^{re};

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement adopte la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe visé à l'annexe I^{re}.

Art. 2. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 avril 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ANNEXE I^{re}

Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe

Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de l'Ourthe modifié est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur, ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (rubrique « Les PASH »; sous-rubrique « modifications des PASH »).

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1245

[2012/202384]

19. APRIL 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung der Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe (Karten 3/45, 4/45, 6/45, 7/45, 11/45, 12/45, 16/45, 20/45, 21/45, 29/45, 30/45, 31/45, 35/45, 36/45, 40/45, 41/45, 44/45)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere des Artikels 43, § 2 und § 3, der die öffentliche Untersuchung organisiert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 endgültig genehmigt und am 2. Dezember 2005 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht;

Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet

Aufgrund der Notwendigkeit, die Abänderung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet vorzunehmen, indem diese Aufgabe der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) anvertraut wird;

Aufgrund der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe durch die Wallonische Regierung am 7. Juli 2011, der insbesondere Folgendes betrifft:

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der "place du Wez" in Comblain-la-Tour in der Gemeinde Hamoir (Abänderung Nr. 10.01);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das nördliche Ende der "rue Fecher" in Villers-aux-Tours in der Gemeinde Anthisnes (Abänderung Nr. 10.03);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Mont in der Gemeinde Comblain-au-Pont (Abänderung Nr. 10.04);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Rivage in der Gemeinde Sprimont (Abänderung Nr. 10.05);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Ende der "rue des Moges" in der Gemeinde Neupré (Abänderung Nr. 10.06);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "route de Bomal" in Barvaux in der Gemeinde Durbuy (Abänderung Nr. 10.07);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "route de la Libération" in der Gemeinde Hotton (Abänderung Nr. 10.08);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Ny in der Gemeinde Hotton (Abänderung Nr. 10.09);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Freizeitgebiet in Villez in der Gemeinde La-Roche-en-Ardenne (Abänderung Nr. 10.10);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für den südlichen Teil des Gewerbegebiets von Aye in der Gemeinde Marche-en-Famenne (Abänderung Nr. 10.11);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Wideumont-Station in der Gemeinde Libramont-Chevigny (Abänderung Nr. 10.12);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Comblain-Fairon in der Gemeinde Hamoir (Abänderung Nr. 10.13);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue de Hody" in der Gemeinde Ouffet (Abänderung Nr. 10.14);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet von Sotrez in der Gemeinde Nandrin (Abänderung Nr. 10.15);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Zentrum des Dorfes, die angrenzenden Straßen und das Siedlungsgebiet vom "Bois de la Croix Claire" in der Gemeinde Nandrin (Abänderung Nr. 10.16);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Limont in der Gemeinde Anthisnes (Abänderung Nr. 10.17);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet "Sur les Trixhes" in der Gemeinde Neupré (Abänderung Nr. 10.18);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den "Ry Martin" und die "Grande Route" in der Gemeinde Esneux (Abänderung Nr. 10.19);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Ortschaft Bérismenil in der Gemeinde La-Roche-en-Ardenne (Abänderung Nr. 10.20);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Ortschaft Nisramont in der Gemeinde La-Roche-en-Ardenne (Abänderung Nr. 10.21);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Viertel Hampteau in der Gemeinde Hotton (Abänderung Nr. 10.22);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet "Plein de Hoslet" in der Gemeinde Durbuy (Abänderung Nr. 10.23);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Melreux in der Gemeinde Hotton (Abänderung Nr. 10.24);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Jenneret in der Gemeinde Durbuy (Abänderung Nr. 10.25);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Dörfer Amberloup-Tonny-Fontenal in der Gemeinde Sainte-Ode (Abänderung Nr. 10.26);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Gërimont-Tillet in der Gemeinde Sainte-Ode (Abänderung Nr. 10.27);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Bëthomont in der Gemeinde Bertogne (Abänderung Nr. 10.28);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Lavacherie in der Gemeinde Sainte-Ode (Abänderung Nr. 10.29);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Erneuville in der Gemeinde Tenneville (Abänderung Nr. 10.30);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue du Village" in Villers-aux-Tours in der Gemeinde Anthisnes (Abänderung Nr. 10.31);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Ortslage "Petite Strument" in der Gemeinde La-Roche-en-Ardenne (Abänderung Nr. 10.32);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Umkreis von "Renval" in der Gemeinde Bastogne (Abänderung Nr. 10.33);
- die Eintragung in ein autonomes Sanierungsverfahren des neuen Gewerbegebiets "Les Cheras" in der Gemeinde Houffalize (Abänderung Nr. 10.34);

In der Erwägung, dass die Regierung beschlossen hat, die Befreiung gleichzeitig mit der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe zu gewähren, dass sie die Gründe angegeben hat, aus denen in ihrem im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. Juli 2011 veröffentlichten Erlass vom 7. Juli 2011 beschlossen wurde, diesen Plan von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass die Regierung die "S.P.G.E." damit beauftragt hat, diesen Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, der betroffenen Inhaber von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen;

Aufgrund des Begutachtungsantrags, der am 30. November 2011 den von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durch die "S.P.G.E." zugeschickt wurde;

Aufgrund der auf dem Gebiet der betroffenen Gemeinden organisierten öffentlichen Untersuchung;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel R.288, § 4 des Wassergesetzbuches innerhalb von neunzig Tagen ab dem Antrag der "S.P.G.E." übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Anträge als günstig;

Aufgrund der günstigen Gutachten aller zu Rate gezogener Instanzen für die 10.03 / 10.06 / 10.07 / 10.08 / 10.09 / 10.10 / 10.11 / 10.18 / 10.23 / 10.24 / 10.25 / 10.28 / 10.32 / 10.33 / 10.34 nummerierten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet;

In der Erwägung, dass die oben angeführten Abänderungen, so wie sie im Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe dargestellt werden, demnach beibehalten werden;

Aufgrund der bedingt günstigen Gutachten von einer der zu Rate gezogenen Instanzen für die 10.01 / 10.05 / 10.12 / 10.13 / 10.14 / 10.15 / 10.19 / 10.20 / 10.21 / 10.22 / 10.26 / 10.27 / 10.29 / 10.30 / 10.31 nummerierten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet; in der Erwägung, dass die sonstigen Instanzen ein günstiges Gutachten abgegeben haben;

In der Erwägung, dass die oben erwähnten Bedingungen die Durchführung des Sanierungskonzepts, eine etwaige geeignete Behandlung und die Notwendigkeit der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung für neue Sanierungsanlagen betreffen; dass diese Bedingungen nicht Gegenstand der eigentlichen Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet sind; dass die oben angeführten Abänderungen, so wie sie im Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe dargestellt werden, demnach beibehalten werden;

Aufgrund des Gutachtens mit Vorbehalt der betroffenen Gemeindebehörden für die 10.14 (Gemeinde Ouffet) und 10.22 (Gemeinde Hamoir) nummerierten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet; in der Erwägung, dass die sonstigen Instanzen ein günstiges Gutachten abgegeben haben;

In der Erwägung, dass die von den Gemeindebehörden vorgeschlagenen Angleichungen allerdings nicht berücksichtigt werden, wie es in der ausführlichen Analyse in Kapitel 4 des in der Anlage I erwähnten Berichts gerechtfertigt wird; dass die oben angeführten Abänderungen, so wie sie im Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe dargestellt werden, demnach beibehalten werden;

Aufgrund des ungünstigen Gutachtens der Gemeinde Nandrin für die 10.16 nummerierte Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet betreffend das Dorf Nandrin; in der Erwägung, dass die sonstigen Instanzen ein günstiges Gutachten abgegeben haben;

In der Erwägung, dass der Entzug der oben angeführten Abänderung nicht berücksichtigt wird, wie es in Kapitel 4 des in der Anlage I erwähnten Berichts gerechtfertigt wird; dass die Abänderung 10.16, so wie sie im Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe dargestellt wird, demnach beibehalten wird;

Aufgrund des bedingten Gutachtens der betroffenen Gemeindebehörden für die 10.04 (Gemeinde Comblain-au-Pont) und 10.17 (Gemeinde Anthisnes) nummerierten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet; in der Erwägung, dass die sonstigen Instanzen ein günstiges Gutachten abgegeben haben;

In der Erwägung, dass die von den Gemeindebehörden gestellten Bedingungen relevant sind; dass die oben angeführten Abänderungen des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet, so wie sie im Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe dargestellt werden, demnach angeglichen werden;

In der Erwägung, dass der Antrag auf Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet Nr. 10.04 auf dem Gebiet der Gemeinde Comblain-au-Pont zurückgezogen wird; dass der Teil der Dorfstraße in einem System der kollektiven Sanierung erhalten wird, wie im gegenwärtigen Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet vorgesehen; dass die Gemeinde aus Eigenmitteln einen Leitungsabschnitt erstellen wird, der das Abwasser aus den betroffenen Wohngebäuden aufnehmen und schwerkraftmäßig zum bestehenden Netz im Dorfzentrum weiterleiten wird;

In der Erwägung, dass der für die Abänderung 10.17 auf dem Gebiet der Gemeinde Anthisnes dem kollektiven Sanierungsverfahren unterliegende Umkreis gemäß den Schlussfolgerungen der Gebietsuntersuchung auf das Hyperzentrum des Dorfes Limont verringert wird; dass wegen dieser Angleichung die Gefälleleitungen um 170 Meter verkürzt werden, die wieder zu erstellen sind;

Aufgrund des in der Anlage I erwähnten Berichts über den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung verabschiedet die in der Anlage I erwähnte Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe.

Art. 2 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. April 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE I

Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe

Der abgeänderte Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe besteht aus einem Bericht über die Abänderungen besagten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Ourthe und den Karten, die jeder Abänderung beigefügt werden.

In diesem Bericht werden die Gutachten der zu Rate gezogenen Instanzen und Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "Les PASH"; Unterrubrik "Modifications des PASH").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1245

[2012/202384]

19 APRIL 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot aanneming van de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe (bladen 3/45, 4/45, 6/45, 7/45, 11/45, 12/45, 16/45, 20/45, 21/45, 29/45, 30/45, 31/45, 35/45, 36/45, 40/45, 41/45, 44/45)

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en op de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, inzonderheid op artikel 43, §§ 2 en 3, dat het openbaar onderzoek organiseert;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe, definitief goedgekeurd door de Waalse Regering op 10 november 2005 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 december 2005;

Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied

Gelet op de noodzaak tot wijziging van de saneringsplannen per onderstroomgebied door deze opdracht aan de "S.P.G.E." toe te vertrouwen;

Gelet op de goedkeuring door de Waalse Regering van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe op 7 juli 2011, met name betreffende :

- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling van de "place du Wez" in Comblain-la-Tour in de gemeente Hamoir (wijziging nr. 10.01);
- de overgang van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling voor het noordelijke uiteinde van de "rue Fecher" in Villers-aux-Tours in de gemeente Anthisnes (wijziging nr. 10.03);
- de overgang van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling voor het dorp Mont in de gemeente Comblain-au-Pont (wijziging nr. 10.04);
- de overgang van de voorlopige saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling voor het dorp Rivage in de gemeente Sprimont (wijziging nr. 10.05);
- de overgang van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling voor het uiteinde van de "rue des Moges" in de gemeente Neupré (wijziging nr. 10.06);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor de "route de Bomal" in Barvaux in de gemeente Durbuy (wijziging nr. 10.07);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor de "route de la Libération" in de gemeente Hotton (wijziging nr. 10.08);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het dorp Ny in de gemeente Hotton (wijziging nr. 10.09);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het recreatiegebied in Villez in de gemeente La-Roche-en-Ardenne (wijziging nr. 10.10);
- de overgang van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling voor het zuidelijke gedeelte van de bedrijfsruimte van Aye in de gemeente Marche-en-Famenne (wijziging nr. 10.11);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het dorp Wideumont-Sation in de gemeente Libramont-Chevigny (wijziging nr. 10.12);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het dorp Comblain-Fairon in de gemeente Hamoir (wijziging nr. 10.13);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor de "rue de Hody" in de gemeente Ouffet (wijziging nr. 10.14);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het gehucht Sotrez in de gemeente Nandrin (wijziging nr. 10.15);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het centrum van het dorp, de aangrenzende straten en de verkaveling van het "Bois de la Croix Claire" in de gemeente Nandrin (wijziging nr. 10.016);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het dorp Limont in de gemeente Anthisnes (wijziging nr. 10.17);

- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het gebied "Sur les Trixhes" in de gemeente Neupré (wijziging nr. 10.18);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor de "Ry Martin" en de "Grande Route" in de gemeente Esneux (wijziging nr. 10.19);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor de bebouwde kom van Bérismenil in de gemeente La-Roche-en-Ardenne (wijziging nr. 10.20);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor de bebouwde kom van Nisramont in de gemeente La-Roche-en-Ardenne (wijziging nr. 10.21);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor de wijk Hampteau in de gemeente Hotton (wijziging nr. 10.22);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het gebied "Plein de Hoslet" in de gemeente Durbuy (wijziging nr. 10.23);
- overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het dorp Melreux in de gemeente Hotton (wijziging nr. 10.24);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het dorp Jenneret in de gemeente Durbuy (wijziging nr. 10.25);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor de dorpen Amberloup-Tonny-Fontenal in de gemeente Sainte-Ode (wijziging nr. 10.26);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het dorp Gërimont-Tillet in de gemeente Sainte-Ode (wijziging nr. 10.27);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het dorp Béthomont in de gemeente Bertogne (wijziging nr. 10.28);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het dorp Lavacherie in de gemeente Sainte-Ode (wijziging nr. 10.29);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het dorp Erneville in de gemeente Tenneville (wijziging nr. 10.30);
- de overgang van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling voor de "rue du Village" in Villers-aux-Tours in de gemeente Anthignes (wijziging nr. 10.31);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het gehucht "Petite Strument" in de gemeente La-Roche-en-Ardenne (wijziging nr. 10.32);
- de overgang van de autonome saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor de omtrek van "Renval" in de gemeente Bastenaken (wijziging nr. 10.33);
- de opnemings als autonome saneringsregeling van de nieuwe bedrijfsruimte "Les Cheras" uitgevoerd in de gemeente Houffalize (wijziging nr. 10.34);

Overwegende dat de Regering beslist heeft de vrijstelling gelijktijdig met de goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe toe te kennen, dat ze de redenen heeft vermeld waarvoor ze beslist heeft dat plan vrij te stellen van een milieueffectenbeoordeling in haar besluit van 7 juli 2011 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 juli 2011;

Overwegende dat de Regering de "S.P.G.E." ermee heeft belast dit voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe te onderwerpen aan de raadpleging van de gemeenten betrokken bij het overwogen onderstroomgebied, de betrokken houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op de adviesaanvraag gezonden op 30 november 2011 door de "S.P.G.E." aan de gemeenten betrokken bij het overwogen onderstroomgebied, aan de houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en aan de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het openbaar onderzoek georganiseerd op het grondgebied van de betrokken gemeenten;

Overwegende dat de adviezen overeenkomstig artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek binnen negentig dagen na de aanvraag van de "S.P.G.E." worden overgemaakt; na die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen van het geheel van de instellingen geraadpleegd voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied genummerd 10.03 / 10.06 / 10.07 / 10.08 / 10.09 / 10.10 / 10.11 / 10.18 / 10.23 / 10.24 / 10.25 / 10.28 / 10.32 / 10.33 / 10.34;

Overwegende dat de bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe dus gehandhaafd worden;

Gelet op de voorwaardelijke gunstige adviezen van één van de instellingen geraadpleegd voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied genummerd 10.01 / 10.05 / 10.12 / 10.13 / 10.14 / 10.15 / 10.19 / 10.20 / 10.21 / 10.22 / 10.26 / 10.27 / 10.29 / 10.30 / 10.31; dat de andere instellingen een gunstig advies hebben uitgebracht;

Overwegende dat de bovenvermelde voorwaarden betrekking hebben op de uitvoering van het saneringsplan, van een eventuele gepaste behandeling en de noodzaak om een effectenonderzoek uit te voeren voor nieuwe saneringsinstallaties; dat die voorwaarden geen voorwerp uitmaken van de eigenlijke wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied; dat de bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe dus gehandhaafd worden;

Gelet op het terughoudend advies van de gemeentelijke overheid betrokken bij de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied, genummerd 10.14 (gemeente Ouffet) en 10.22 (gemeente Hamoir); dat de andere instellingen een gunstig advies hebben uitgebracht;

Overwegende dat de door de gemeentelijke overheid voorgestelde aanpassingen evenwel niet in aanmerking worden genomen, zoals gerechtvaardigd in de gedetailleerde analyse van hoofdstuk 4 van het verslag bedoeld in bijlage I; dat de bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe dus gehandhaafd worden;

Gelet op het ongunstige advies van de gemeente Nandrin over de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied, genummerd 10.14 betreffende het dorp Nandrin; dat de andere instellingen een gunstig advies hebben uitgebracht;

Overwegende dat de intrekking van de bovenvermelde wijziging niet in aanmerking wordt genomen, zoals gerechtvaardigd in hoofdstuk 4 van het verslag bedoeld in bijlage I; dat de bovenvermelde wijziging 10.16 zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe dus gehandhaafd wordt;

Gelet op het voorwaardelijk advies van de gemeentelijke overheid betrokken bij de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied, genummerd 10.04 (gemeente Comblain-au-pont) en 10.17 (gemeente Anthisnes); dat de andere instellingen een gunstig advies hebben uitgebracht;

Overwegende dat wijzigingen voorgesteld door de gemeentelijke overheid relevant zijn; dat de bovenvermelde wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe dus aangepast worden;

Overwegende dat de aanvraag tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied 10.04 op het gemeentelijke grondgebied van Comblain-au-Pont ingetrokken wordt; dat het gedeelte van de "rue du Village" gehandhaafd wordt als gezamenlijke saneringsregeling zoals bepaald in het huidige saneringsplan per onderstroomgebied; dat de gemeente met haar eigen fondsen een klein leidingstuk zal aanleggen voor het afvalwater van de betrokken woningen om dat water door zwaartekracht te lozen naar het bestaande net in het dorpcentrum;

Overwegende dat de omtrek onderworpen aan de gezamenlijke saneringsregeling voor wijziging 10.17 op het gemeentelijke grondgebied van Anthisnes beperkt wordt tot de kern van het dorp Limont overeenkomstig de besluiten van het onderzoek in het gebied; dat die aanpassing een vermindering met zich meebrengt van 170 meter uit te voeren zwaartekrachtriolering;

Gelet op het verslag betreffende het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe bedoeld in bijlage I;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe bedoeld in bijlage I goed.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 april 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE I

Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe

Het saneringsplan per onderstroomgebied van de Ourthe bestaat uit een kaart en uit een verslag betreffende de wijzigingen van dat saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten.

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit verslag samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name in termen van uitvoering van de verzamelaar- en rioleringsnetten binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die bestanddelen liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "S.P.G.E." ingekeken worden : <http://www.spge.be> (Rubriek "Les PASH"; Subrubriek "Modifications des PASH").

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1246

[2012/202385]

19 AVRIL 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre (planches 1/15, 3/15, 7/15, 8/15, 9/15, 10/15, 12/15 et 13/15)

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, notamment l'article 43, §§ 2 et 3, organisant l'enquête publique;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Vesdre approuvé définitivement par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié au *Moniteur belge* en date du 2 décembre 2005;

Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique

Vu la nécessité de procéder à la modification des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique en confiant cette mission à la S.P.G.E.;

Vu l'approbation de l'avant-projet de modification du PASH de la Vesdre par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2011 et portant plus particulièrement sur :

- le passage du régime de l'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de quelques parcelles du chemin de Neuville et du chemin du Coreux dans la commune de Dison (modification n° 14.01);